

# Conditions Générales de Vente pour les Prestations de Services en B2B

## ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») ont pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles BMONTAG CONSULTING (ci-après « le Prestataire ») fournit des prestations de services (ci-après « les Prestations » ou « les Services ») au profit de clients professionnels (ci-après « le Client »).

Ces CGV s'appliquent à toutes les commandes de prestations de services passées par le Client auprès du Prestataire, à l'exclusion de tout autre document. Le fait pour le Client de passer commande implique son adhésion pleine et entière aux présentes CGV.

## ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU PRESTATAIRE

- **Raison sociale** : BMONTAG CONSULTING
- **Forme juridique** : SASU
- **Capital social** : 1000 €
- **Adresse du siège social** : 14 RUE BAUSSET 75015 PARIS
- **SIREN** : 939 583 282 RCS PARIS
- **Numéro de TVA intracommunautaire** : FR86939583282
- **E-mail** : contact@bmontag.com

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

**Les prestations fournies par le Prestataire sont décrites au sein :**

- Des présentes CGV,
- Du devis ou de la proposition commerciale validée par le Client,
- Éventuellement d'un contrat-cadre ou de conditions particulières convenues entre les parties.

En cas de contradiction, les dispositions du contrat-cadre ou des conditions particulières prévalent sur celles du devis, et les dispositions du devis prévalent sur les présentes CGV.

## ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### Nature des services

Le Prestataire propose des prestations de services professionnels, détaillées dans les devis ou propositions

commerciales, et adaptées aux besoins exprimés par le Client.

### **Obligation de moyens**

Le Prestataire est tenu à une obligation de moyens. Il mettra en œuvre toutes les ressources humaines, techniques et matérielles nécessaires pour mener à bien la prestation. Il ne saurait toutefois garantir un résultat précis qui dépendrait de facteurs externes ou propres à l'activité du Client.

## **ARTICLE 5 : COMMANDE ET FORMATION DU CONTRAT**

### **Processus de commande**

- Le Client formule une demande de prestations au Prestataire.
- Le Prestataire envoie un devis ou une proposition détaillant la nature, le prix et les délais de réalisation de la prestation.
- La commande est considérée comme ferme et définitive dès lors que Client a validé le devis, par tout moyen écrit (signature, email de confirmation) et accepté les présentes CGV.

### **Modification de la commande**

Toute modification de la commande, après acceptation du devis, devra faire l'objet d'un accord écrit (nouveau devis ou avenant) entre les deux parties. Le Prestataire se réserve la possibilité de refuser ou d'établir une nouvelle proposition tarifaire si la modification est substantielle.

## **ARTICLE 6 : TARIFS ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **Tarifs**

Les prix sont indiqués en euros, hors taxes (HT) ou toutes taxes comprises (TTC), selon la mention figurant sur le devis ou la proposition commerciale. Ils sont établis sur la base des informations fournies par le Client. Tout changement d'éléments (nouveau périmètre, déplacement supplémentaire, etc.) pourra donner lieu à un ajustement du prix.

Les rabais, remises ou ristournes éventuellement accordés par le Prestataire seront précisés dans le devis ou la proposition commerciale, en fonction des conditions spécifiques ou de la politique commerciale en vigueur.

### **Facturation**

Une facture est établie à l'issue de la prestation ou selon l'échéancier prévu dans le devis/contrat (acompte, facturation intermédiaire, etc.). Les factures sont payables à réception, sauf accord contraire stipulé sur le devis. Le paiement s'effectue par virement bancaire.

### **Retard de paiement**

En cas de retard de paiement, le Prestataire se réserve le droit :

- D'appliquer des pénalités de retard, calculées au taux légal ou à un taux supérieur prévu contractuellement,

conformément à l'article L441-10 du Code de commerce (en France, pénalités sur la base du taux BCE + 10 points).

- De demander une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 € (ou tout autre montant prévu par la loi en vigueur).
- De suspendre l'exécution des prestations en cours jusqu'au règlement complet des sommes dues.

## **ARTICLE 7 : DÉLAIS ET EXÉCUTION**

### **Délais d'exécution**

Les délais d'exécution figurant sur le devis ou le contrat sont indicatifs. Le Prestataire s'efforce de respecter ces délais, mais ne peut être tenu responsable des retards imputables au Client (ex : retard de transmission d'informations, action affectant l'accessibilité des données ou des accès, etc.), à un tiers ou à un cas de force majeure.

### **Collaboration du Client**

Le Client s'engage à fournir toutes les informations, documents et accès nécessaires à la bonne réalisation de la prestation. En cas de manquement, le Prestataire ne saurait être tenu pour responsable d'un retard ou d'une exécution partielle de la prestation.

## **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS**

### **Obligations du Client**

Le Client s'engage à :

- Communiquer au Prestataire des informations exactes, à jour et complètes,
- Collaborer activement avec le Prestataire,
- Respecter les échéances de paiement convenues,
- Ne pas porter atteinte à l'image du Prestataire.

### **Limitation de responsabilité**

Le Prestataire est responsable du bon accomplissement de la prestation vis-à-vis du Client.

En aucun cas, le Prestataire ne saurait être tenu pour responsable en cas de :

- Dysfonctionnements imputable au Client ou à un tiers,
- Préjudices indirects ou immatériels (perte de chiffre d'affaires, perte de données, préjudice commercial, préjudice d'image, etc.).

La responsabilité du Prestataire est expressément limitée à un plafond global égal au montant des sommes perçues par le Prestataire au titre de la prestation.

### **Force majeure**

Le Prestataire ne peut être tenu pour responsable en cas de force majeure (grève, pandémie, catastrophe naturelle, indisponibilité de moyens de transport, etc.) rendant impossible l'exécution de ses obligations.

## **ARTICLE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **Créations et livrables**

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables réalisés par le Prestataire demeurent sa propriété tant que ceux-ci ne sont pas intégralement payés. À compter du paiement complet, les droits de propriété intellectuelle sont transférés au Client :

- Le droit de reproduction et d'utilisation,
- Le droit de représentation et de diffusion,
- Le droit d'adaptation et de modification.

Cette cession est valable dans le monde entier et sans limite de durée.

Les éléments utilisés sous licence demeurent sous leur licence spécifique (licence open source, etc.).

### **Éléments fournis par le Client**

Le Client garantit au Prestataire qu'il dispose des droits et autorisations nécessaires pour les éléments (texte, images, bases de données, etc.) qu'il fournit. Le Prestataire ne pourra être tenu pour responsable en cas de violation de droits de tiers.

## **ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ**

Les parties s'engagent à conserver la confidentialité des informations (techniques, commerciales, financières, etc.) échangées dans le cadre des présentes CGV et ne pas les divulguer à des tiers sans accord écrit préalable.

L'obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée d'exécution du contrat et pour une période de deux (2) ans après son terme ou résiliation.

## **ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE**

Le Prestataire est autorisé à sous-traiter tout ou partie des Prestations.

## **ARTICLE 12 : NON-SOLLICITATION**

Le Client s'engage à ne pas recruter ou solliciter les sous-traitants du Prestataire pendant 2 ans après la livraison des Prestations.

## **ARTICLE 13 : RÉFÉRENCES**

Le Client autorise Le Prestataire à mentionner son nom et logo dans ses références, son portfolio et autres supports utilisés pour promouvoir ses services.

Les créations réalisées peuvent être intégrées au portfolio du Prestataire.

## **ARTICLE 14 : RÉTRACTATION ET ANNULATION**

### **Droit de rétractation :**

Conformément à l'article L. 221-18 du code de la consommation, si le Client est éligible et si applicable, le Client peut bénéficier d'un droit de rétractation. Dans ce cas, le délai de rétractation est de 14 jours. Il court à compter de la conclusion du contrat pour les prestations de services. Ce droit peut être exercé au moyen du formulaire type accessible via le lien suivant : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R38397>.

Conformément aux dispositions légales, le droit de rétractation peut ne pas s'appliquer, notamment pour :

- Les contrats de fourniture d'un contenu numérique sans support matériel,
- Les contrats de fourniture de services dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation.

### **Annulation du contrat :**

En cas d'annulation du contrat, aucun acompte ne pourra être remboursé.

## **ARTICLE 15 : RÉSILIATION**

### **Résiliation pour manquement**

En cas de manquement grave de l'une des parties à ses obligations (notamment retard ou défaut de paiement pour le Client), et après une mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours, l'autre partie pourra résilier le contrat de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts éventuels.

### **Effets de la résiliation**

Le Client s'engage à régler les prestations réalisées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. Le Prestataire restituera, le cas échéant, les documents appartenant au Client en sa possession, sous réserve du règlement des sommes dues.

## **ARTICLE 16 : DONNÉES PERSONNELLES (RGPD)**

Dans la mesure où le Prestataire traite des données personnelles pour le compte du Client (fichiers clients, etc.), les parties s'engagent à respecter la législation en vigueur (RGPD, Loi Informatique et Libertés, etc.). Les modalités spécifiques de traitement peuvent faire l'objet d'un avenant ou d'un contrat de sous-traitance de données.

<b>ARTICLE 17 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE</b>
--

**Droit applicable**

Les présentes CGV sont régies par le droit français.

**Litiges**

En cas de contestation portant sur l'application ou l'interprétation de ces CGV, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. À défaut d'accord, le tribunal compétent sera celui du siège social du Prestataire, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, sous réserve des règles d'ordre public applicables.

<b>ARTICLE 18 : DISPOSITIONS FINALES</b>
--

Si une clause des présentes CGV est déclarée nulle ou inapplicable, les autres dispositions conserveront toute leur force et leur portée.